



# DROITS DE L'HOMME ET THEOLOGIE DE LA LIBERATION

Les tentatives réciproques de  
déstabilisation de l'Eglise catholique et  
du communisme dans les années 1980.

Mémoire de géopolitique  
du chef de bataillon Eric GALLINEAU  
dans le cadre de l'étude dirigée  
« Courants d'idées dans les relations internationales »

Directeur : Monsieur Jean-Luc POUTHIER  
Professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

Avril 2001

# DROITS DE L'HOMME ET THEOLOGIE DE LA LIBERATION

## LES TENTATIVES RECIPROQUES DE DESTABILISATION DE L'EGLISE CATHOLIQUE ET DU COMMUNISME DANS LES ANNEES 1980.

### SOMMAIRE

#### Partie I :

La situation géopolitique de l'Eglise catholique à l'élection de Jean-Paul II.

Le Vatican au cœur de la guerre froide.

L'apogée de la théologie de la libération en Amérique latine.

#### Partie II :

La prise en compte des problèmes par Jean-Paul II : le « prophète armé ».

La fin de l'Ostpolitik selon Paul VI.

La politique de « containment » face à la théologie de la libération.

#### Partie III

Les victoires de Jean-Paul II : le dragon - communiste - terrassé.

L'effondrement du système marxiste soviétique.

L'implosion de la théologie de la libération (1985 – 1989 )

## Introduction

Il n'est pas excessif de dire que le christianisme a façonné l'histoire du monde depuis la conversion de l'empereur Constantin au IV<sup>ème</sup> siècle, faisant et défaisant la politique internationale, confondant souvent politique et religion, mélangeant spirituel et matériel.

Avec le concile Vatican II, par les options prises lors de cette assemblée de tous les évêques du monde, le catholicisme se libère d'une volonté de contrôle direct de la politique. Abandonnant ce qu'on a appelé une vision « apocalyptique » de son message, il adopte désormais face au monde une position que l'on dira « prophétique ». Il ne s'agit plus pour l'Eglise catholique d'imposer un modèle de société, mais de dénoncer ce qui lui semble problématique, tout en proposant des valeurs à vivre. L'Eglise agit désormais comme un groupe de pression qui déploie ses activités selon les possibilités des systèmes politiques où elle se trouve.

Mais si l'Eglise a perdu aujourd'hui, sa puissance temporelle, cela ne signifie pas pour autant qu'elle ait décidé de se désintéresser des destinées du monde en général et de celles de l'Europe en particulier.

En toile de fond de l'intervention de l'Eglise catholique sur la scène politique et géopolitique dans les années 1980, il y a d'abord la volonté de voir respecter partout les droits de l'homme. C'est le combat permanent de Jean-Paul II qui, homme de l'Est, sait ce que signifie le refus des droits de l'homme et de toutes les libertés politiques, en particulier de la liberté d'expression. Cette attention portée aux droits de l'homme est nouvelle dans l'Eglise : elle date des années 60, plus précisément de l'encyclique de Jean XXIII *Pacem et Terris*, écrite en 1963, à la fin de Vatican II. Dans ce texte, le Vatican va jusqu'à approuver la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 que l'Eglise n'avait jamais publiquement acceptée auparavant.

Un des autres grands domaines d'action de l'Eglise catholique est celui de l'idéologie politique et économique. Suivant une tradition qui remonte au XIX<sup>ème</sup> siècle, l'Eglise n'a cessé de se positionner entre l'est et l'ouest, entre le socialisme et

le libéralisme, deux systèmes qu'elle dénonce vigoureusement, surtout par la voix de Jean-Paul II, parce que l'un comme l'autre mène à des régimes qui agissent contre l'homme et le respect de sa dignité, c'est à dire contre ses droits.

L'Eglise ne revendique donc pas ou plus un rôle politique en cette fin de XX<sup>ème</sup> siècle. Jamais le pape Jean-Paul II ne donne de solutions politiques. A un groupe d'évêques polonais en visite ad limina à Rome, il précise : « L'Eglise n'est pas un parti politique et ne s'identifie à aucun parti politique, mais elle se situe au-dessus des partis politiques, ouverte à tous les hommes de bonne volonté et aucun parti politique ne peut s'arroger le droit de la représenter ». Mais si l'Eglise ne joue pas un rôle politique direct dans la gestion des affaires de ce monde, force est de reconnaître que, surtout sous le pontificat de Jean-Paul II, bon nombre des ses interventions ont eu des conséquences politiques et géopolitiques indéniables, plus particulièrement en Europe et en Amérique latine.

Cette action de l'Eglise, catholique donc universelle, entre tout naturellement en conflit avec l'idéologie dominante du XX<sup>ème</sup> siècle : le communisme.

Durant quarante ans, les assauts contre les Etats communistes à parti unique établis en Europe orientale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ont été repoussés avec succès, les opposants se sentant généralement beaucoup trop faibles pour organiser la moindre opposition visible. Et les rares fois où la contestation a paru remettre en question l'existence même du régime ( en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968 ), l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) s'empressa de l'écraser impitoyablement. Pourtant, le défi polonais lancé au système soviétique finit par triompher là où avaient échoué l'insurrection hongroise et le « printemps de Prague ». Bien que contenue pendant une dizaine d'années, la dissidence polonaise ne fut jamais vaincue et finit même par déclencher la désintégration du bloc soviétique.

La crise débuta d'une manière entièrement inédite et imprévisible : non pas comme en Hongrie et en Tchécoslovaquie, par l'émergence de gouvernements révisionnistes, mais lorsque, le 16 octobre 1978, le cardinal Karol Wojtyla, archevêque de Cracovie, devint le pape Jean-Paul II. Aucun dirigeant soviétique

n'osait plus poser la question méprisante de Staline à la fin de la Seconde Guerre mondiale : « Le pape, combien de divisions ? ». Ce ne fut en effet pas la puissance militaire de l'Occident qui commença à miner l'empire bâti par Staline, mais l'autorité morale de l'ancien archevêque de Cracovie qui éclipsa rapidement celle du Parti Ouvrier Unifié Polonais ( POUP ), puis celle de l'ensemble du système marxiste.

Pendant ce temps, en Amérique latine, un nouveau courant chrétien se développe marqué par une volonté de solidarité avec les pauvres, par des pratiques de conscientisation et d'émancipation, de participation dans les mouvements sociaux et les organisations populaires, et même, dans certains pays, dans les mouvements politiques et certains gouvernements d'obédience marxiste. L'idée que seul un changement radical des structures politiques, économiques et sociales mené par les pauvres eux-mêmes pourrait venir à bout de la pauvreté fait son chemin. Ce nouvel élan que ses promoteurs appellent la théologie de la libération menace aussi bien l'ordre établi en Amérique latine que la cohésion de l'Eglise catholique. L'ampleur du phénomène, inquiète d'une part les Etats-Unis d'Amérique qui y voient une marque de l'interventionnisme de Moscou « guerre de la périphérie contre le centre capitaliste », tel qu'il l'a été défini au congrès de Bakou en 1920, d'autre part la Curie romaine et la frange traditionnelle de l'Eglise qui craignent des dérives politiques.

Dans ce contexte conflictuel, droits de l'homme et théologie de libération semblent constituer de véritables enjeux et de véritables armes fourbies par les deux camps pour saper, miner et affaiblir l'adversaire. Instrumentalisés par deux systèmes de valeurs opposés, ils seront l'expression même de la guerre froide « intellectuelle » à laquelle vont se livrer le bloc communiste et l'Eglise catholique et par delà elle, le monde libre.

I / La situation géopolitique de l'Eglise catholique à l'élection de Jean-Paul II.

11 / Le Vatican au cœur de la guerre froide.

Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, la vision européenne de Pie XII reste résolument occidentale. Il existe cependant, dès 1952 dans les milieux catholiques une volonté d'ouverture à l'Est. Il faudra cependant attendre la conférence d'Helsinki de 1972 et l'Ostpolitik pour voir un changement s'amorcer dans les relations entre Moscou et Rome.

#### 111 / L'Ostpolitik de Jean XXIII et de Paul VI.

Avec Jean XXIII, le successeur de Pie XII, intervient une politique de courtoisie avec l'URSS toujours dans un souci de préserver les catholiques des pays communistes. Le pape, persuadé en 1961, de la pérennité du système soviétique profite des appels d'ouverture de Kroutchev, soucieux de séduire l'Occident, pour entreprendre une politique des « petits pas » pour la survie des églises d'Europe centrale et orientale. Le pape préfère à un « modus vivendi », un « modus non moriendi ». C'est le début de l'Ostpolitik.

Par ailleurs, malgré la demande instante de nombreux pères conciliaires, le pape s'engage à ce que le Concile n'aborde pas la question du communisme qui ne figure explicitement dans aucun de ses documents. En effet, en 1962, un accord entre le Vatican et Moscou est signé, accord selon lequel, en contrepartie de la présence au Concile d'observateurs orthodoxes et surtout de la participation des évêques des démocraties populaires de l'Est, le Concile s'abstiendrait de parler du communisme. Cette consigne de silence fut appliquée pendant et même après Vatican II. La principale conséquence de cette absence de prise de position des textes conciliaires sur le communisme, voire de la non dénonciation de cette idéologie « intrinsèquement perverse », est que désormais toute approche théologique peut se faire en ignorant la doctrine sociale de l'Eglise développée au cours des cent années qui précèdent Vatican II, doctrine qui intègre pleinement le jugement, négatif, sur le communisme. Une brèche est ouverte dans le corpus doctrinal de l'Eglise et c'est par cette brèche que certains théologiens, notamment ceux de la théologie de la libération vont pouvoir introduire au cœur même de la doctrine de l'Eglise, le « ver » d'un christianisme revisité par l'idéologie communiste.

En 1969, le Saint-Siège répond positivement à l'invitation des pays du Pacte de Varsovie, à participer à une conférence sur la sécurité en Europe à partir de 1972. Le Vatican souhaite prendre part à cette conférence pour plusieurs raisons : la volonté de ne pas être assimilé au seul bloc occidental et celle de trouver une issue à la séparation Est-Ouest à laquelle il ne s'est jamais résigné. Il souhaite obtenir des états membres un engagement sur le respect des droits de l'homme ainsi que sur la liberté religieuse. Pour le Vatican, cette liberté conditionne toutes les autres et notamment la liberté politique qui fait défaut aux pays de l'Est. Le pape Paul VI exprimera cela de manière très claire et sans ambiguïté : « La papauté, tout en étant investie d'une mission religieuse ouverte sur l'universel, a toutefois son siège en Europe ; par-là même elle est encore plus étroitement liée à l'histoire du continent »<sup>1</sup>. Ou encore « [...] Au-dessus des aspects techniques et concrets des problèmes de sécurité, il y a tout l'espace touchant aux principes suprêmes- éthiques et juridiques- qui doivent informer l'action entre l'état et les peuples [...] »<sup>2</sup>. Le Vatican veut contribuer de manière active à garantir la paix et pour cela il va expliquer, dans un document officiel, sa position par rapport à sa participation. « Il faut rappeler que le Saint-Siège ne poursuit pas des fins politiques et n'est pas à proprement parler une puissance exclusivement européenne et que, par le traité de Latran du 11 février 1929 avec l'Italie, il a manifesté sa volonté et pris l'engagement de rester étranger aux compétitions temporelles entre les autres Etats et aux congrès internationaux convoqués pour cet objet, à moins que les parties au litige ne fassent, d'un commun accord, appel à sa mission de paix. Il se réserve, en tout cas, de faire valoir son pouvoir moral ou spirituel (article 24 du traité de Latran) »<sup>3</sup>. Par cette déclaration d'intention, le Saint-Siège semble vouloir être très clair, afin de ne pouvoir être soupçonné, comme ce fût le cas au début de la construction européenne, de vouloir créer une « Europe vaticane » ou de faire renaître « Le Saint Empire ». Nous retiendrons et nous verrons par la suite avec Jean-Paul II qu'il s'agit d'une constante dans la diplomatie du Saint-Siège : le souci de préciser que son rôle ne saurait être politique.

---

<sup>1</sup> Discours à la CSCE le 25 juillet 1975

<sup>2</sup> Discours au corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège le 12 janvier 1976

<sup>3</sup> Aide mémoire de la secrétairerie d'Etat au Saint-Siège

Comme il l'avait annoncé, le Saint-Siège travaillera de manière active à faire inscrire dans les divers documents et notamment dans « l'Acte final », en 1975, parmi les droits de l'homme, ceux de la liberté religieuse. Le Vatican reste bien conscient que les principes signés ne seront jamais appliqués intégralement par les gouvernements communistes. Ceci étant, il reste persuadé que l'Acte d'Helsinki permettra de conférer à la politique européenne, une nouvelle légitimité, s'appuyant sur des principes reconnus également par les pays de l'Est.

Parallèlement à cette participation à la CSCE, le Saint-Siège continue sa politique d'ouverture vers l'Est avec prudence, trop de prudence pour certains catholiques qui critiquent durement l'Ostpolitik menée par Paul VI. La peur de la persécution à l'encontre des catholiques des pays de l'Est fit accepter par le Vatican, des nominations d'évêques alliés du régime en URSS. Ces critiques furent faites tant en occident que dans les pays de l'Est. « Pourquoi nommez-vous des évêques dans les pays de l'Est ? Mieux vaudrait qu'il n'y en ait point plutôt que ceux que les gouvernements vous ont permis de nommer. »<sup>4</sup>. Les critiques sont d'autant plus vives que les résultats ne sont pas à la hauteur des sacrifices consentis, la situation des catholiques des pays de l'Est étant encore loin d'être favorable. La politique de négociation du Vatican aura permis cependant de mettre en évidence la réticence des régimes marxistes à accorder un espace de liberté à l'Eglise et aux catholiques. Peut-être sont-ils conscients, comme le Vatican, « que la liberté religieuse est celle qui conditionne toutes les autres ». D'autres observateurs, comme Joël Benoît d'Onorio, estiment qu'il n'y avait sans doute pas d'autre alternative à l'Ostpolitik et en tout état de cause, nul ne peut dire si Paul VI n'aura pas préparé la route de Jean-Paul II.

112 / Le bouleversement de l'élection de Karol Wojtila.

Le 16 octobre 1978, à l'annonce de l'élection de Karol Wojtila sur le siège de Pierre, les premiers surpris sont les Polonais eux-mêmes. Edouard Gierek, qui dirige la Pologne communiste depuis le retrait de Gomulka, déclare tout de suite que « c'est un grand jour pour la Pologne et de grosses difficultés pour nous ». Le premier secrétaire du POUP n'a pas le moindre doute sur les conséquences politiques à court

---

<sup>4</sup> Cardinal Mindszenty cité dans le livre de A.WENGER, le Cardinal Villot

terme de l'élection d'un pape polonais. Il est, mieux que quiconque, averti de la situation intérieure en Pologne, de la puissance du mouvement d'opposition chez les intellectuels et il sait que le cardinal Wojtyla soutient le Kor, le club des intellectuels catholiques et le journal de Cracovie, Tygodnik Powszechny, auquel il collabore depuis de longues années. Brejnev ne s'y trompe pas non plus. Pour les dirigeants de l'Europe de l'Est, cette élection n'a pas seulement une signification religieuse, c'est un événement politique de première grandeur.

A Moscou, les dirigeants du Kremlin reçoivent, dès le lendemain de l'élection de Jean-Paul II, une évaluation réalisée par la SB, le service de sécurité polonais. «La notion même d'Etat à parti unique, estime Wojtila, « revient à priver le peuple de sa souveraineté [...] et la collectivisation conduit à la destruction de l'individu et de sa personnalité. »[...] Wojtila a des positions extrêmement anticommunistes. Sans s'opposer ouvertement au système socialiste, il critique la manière dont fonctionnent les institutions de la République populaire de Pologne et porte les accusations suivantes :

- les droits de l'homme fondamentaux des citoyens polonais sont restreints ;
- les travailleurs subissent une exploitation inacceptable, si bien que « l'Eglise catholique doit les protéger contre le gouvernement des travailleurs »;
- les activités de l'Eglise catholique subissent des restrictions et les catholiques sont traités en citoyens de deuxième classe ;
- une vaste campagne est engagée pour convertir la société à l'athéisme et imposer au peuple une idéologie étrangère ;
- l'Eglise catholique ne peut jouer son rôle culturel véritable, ce qui prive la culture polonaise de ses trésors nationaux. »

Deux jours après l'élection, l'ambassadeur soviétique en Pologne, Aristov, rapporte à Moscou : « Le gouvernement de la République populaire polonaise estime qu'avec la nomination de Wojtila à la papauté, il sera désormais manifestement plus difficile de demander au Vatican d'exercer une influence modératrice sur l'épiscopat polonais dans ses relations avec l'Etat. L'Eglise catholique va maintenant faire des efforts plus grands pour consolider sa position et accroître son rôle dans la vie

sociale et politique du pays ». Les premiers, les Soviétiques ont bien compris que cet événement marquait la fin des compromis, voire des compromissions et que d'ores et déjà, l'Ostpolitik vivait ses derniers instants.

C'est donc avec Jean-Paul II que l'ouverture vers l'Est va prendre toute sa signification. Tout en restant dans la continuité de ce qu'avaient défendu ses prédécesseurs sur le siège de Pierre, il va exprimer avec force et détermination sa propre vision de l'Europe. S'il ne propose pas de solutions politiques pour la construction européenne, il n'en trace pas moins de grandes lignes directrices : l'Europe a des racines culturelles, spirituelles et sociales chrétiennes, elle doit être une communauté des nations s'étendant de l'Atlantique à l'Oural. Dans cette Europe à construire, l'homme doit être au centre de la réflexion dans un système politique et économique à rechercher entre le socialisme et le capitalisme.

Pour Jean-Paul II, les deux systèmes deviennent inacceptables quand ils sont poussés à bout, de manière idéologique. Dans son encyclique *Centesimus annus*, écrite pour le centenaire de la doctrine sociale de l'Eglise, il précise la position de l'Eglise en refusant de renvoyer purement et simplement dos à dos ces deux idéologies. Il condamne sans appel le marxisme et défend une économie de liberté, tout en rejetant la prétention du capitalisme à être le seul modèle d'avenir. Cette attitude a d'ailleurs troublé les libéraux américains qui ont manifesté leur mécontentement et leur inquiétude devant l'insistance constante de l'Eglise plus sur la solidarité que sur la liberté.

Par ailleurs, la coupure du continent européen est, aux yeux du pape, une situation intolérable et constitue, pour l'Europe, une impossibilité d'être à jamais unie. Dès 1979, alors que le « rideau de fer » existe encore, il proclame l'unité de l'Europe chrétienne. Il ne le fait pas n'importe où, mais à Gniezno, lors de son premier voyage sur son sol natal. En fait, Jean-Paul II ne partage pas la conviction générale. Il dit que le communisme n'est qu'une « parenthèse de l'histoire » et que soixante-dix ans d'histoire n'en effacent pas deux mille. Bien évidemment, Jean-Paul II remet en cause l'Ostpolitik, mais il n'épargne pas l'occident avec le pacifisme qui se développe dangereusement à l'Ouest. D'emblée, ce pape venu de l'Est tranche avec le style de ses prédécesseurs, il ose ce qu'eux n'avaient jamais osé.

## 12 / L'apogée de la théologie de la libération en Amérique latine.

Dans les années 60, l'Église catholique est bousculée par les transformations rapides qui s'effectuent de par le monde. Le pape Jean XXIII se lance lui-même dans une grande entreprise de changement : le Concile Vatican II.

## 121 / Les origines de la théologie de la libération.

La théologie de la libération voit le jour avec la publication par un prêtre péruvien, Gustavo Gutiérrez, d'un livre encore controversé aujourd'hui. Ce livre réinterprète l'Évangile à la lumière de pans importants de la théorie marxiste. Les théologiens de la libération voient dans le marxisme la seule théorie capable d'offrir une analyse systématique et précise sur les causes de la pauvreté, de même qu'une proposition concrète et radicale pour l'abolir. La lutte des classes devient un élément clé de cette nouvelle théologie. Nier l'existence de la lutte des classes c'est, en somme, prendre le parti des dominants. La neutralité sur ce point semble impossible.

Théorisée par l'exégète protestant Rudolph Bultmann ( 1884 – 1976 ) et par son école, cette théologie s'appuie principalement sur le livre de l'Exode dans l'Ancien testament. "Dieu dit : J'ai vu la misère de mon peuple et je l'ai entendu crier sous les coups des gardes chiourme" (Ex 3, 7). "Je suis descendu pour le délivrer de la main des Égyptiens" (Ex 3, 8). Moïse est l'exemple de l'homme ordinaire qui se lève pour libérer son peuple de l'oppression. De même, le Christ, dans les dénonciations qu'il fait des Pharisiens de son époque, ne fait pas que remettre en question le système religieux. Le grand prêtre est un collaborateur de l'empire romain, un chef religieux mais aussi politique et économique. Lorsqu'on décide d'assassiner le Christ, on le fait parce qu'il est dangereux pour l'Empire et qu'il vilipende les privilégiés de son époque. Le chrétien doit, à l'image du fondateur, participer au processus historique de libération des opprimés de ce monde.

Considérant l'existentialisme comme dépassé, les théologiens de la libération utilisent donc l'idéologie marxiste comme clé d'interprétation de l'Écriture. On aboutit ainsi à une « relecture essentiellement politique de l'Écriture ».

Parallèlement, sur le terrain, dans des pays ravagés par la misère du plus grand nombre, il n'y a que des organismes d'Eglise pour porter secours aux habitants des « favelas ». Les prêtres sont seuls présents au milieu des pauvres et se montrent très efficaces. Face à la carence des pouvoirs en place, l'Eglise a joué un rôle de suppléance : elle « fait du social ». Beaucoup de prêtres se laissent absorber par les tâches temporelles et tombent peu à peu dans une forme ou l'autre d'activisme. La théologie de la libération s'est présentée à eux comme la théorie qui justifiait leur activisme. Ils n'en ont pas vu le caractère inacceptable et l'ont d'autant plus facilement adoptée qu'ils ignoraient les solutions apportées par la doctrine sociale de l'Eglise.

Ainsi se constitue peu à peu, face à l'Eglise traditionnelle, une sorte d'Eglise « populaire », prêchant l'Evangile aux pauvres exclusivement. Cet engagement radical en amènera certains à se joindre aux différents mouvements de guérillas dans différents pays. A noter l'engagement du père Camilo Torres dans la guérilla en Colombie, plusieurs laïcs et religieux dans le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) au Nicaragua et dans le Front Farabundo Marti (FMLN) au Salvador.

En même temps que les chrétiens faisaient émerger ces problèmes, se développait une contestation générale de ces sociétés latino-américaines très inégalitaires et très hiérarchisées. Cette agitation sociale et politique avait déjà abouti à une révolution radicale menée par Fidel Castro à Cuba en 1959. Elle allait alimenter, pendant les années 60, les guérillas dans de nombreux pays avec de grandes figures comme Che Guevara et du côté catholique Camillo Torrès, prêtre colombien entré dans la guérilla en 1965 et tué au cours d'un combat contre l'armée en 1966. Cette figure de Torrès a été longtemps un mythe pour tous les chrétiens qui voulaient le changement en Amérique latine : fallait-il ou non le suivre dans cette voie de la violence ?

De manière concrète sur le terrain, la théologie de la libération a donc inspiré des actions multiformes et très nombreuses contre le libéralisme. L'ensemble du catholicisme latino-américain, plutôt du côté des pouvoirs pendant de nombreuses

années, a été l'objet d'une transformation profonde au contact de la misère sociale mais aussi des pouvoirs autoritaires qui se sont installés des années 60 aux années 80, souvent avec sinon le soutien du moins l'approbation des Etats-Unis.

## 122 / Les répercussions géopolitiques pour le continent américain.

Le discours de la théologie de la libération a pris une consistance directement politique dans une réunion dite des « chrétiens pour le socialisme » à Santiago du Chili en 1972, qui regroupait tous les secteurs de l'Eglise proches des régimes socialistes. Leur analyse, inspirée très directement du marxisme, les menait à des politiques de conquête du pouvoir par le renversement des systèmes en place et l'instauration de régimes socialistes.

Or sur le continent américain, hormis Cuba, aucun régime marxiste non démocratique ne s'est installé. A travers Fidel Castro, et malgré l'échec subi lors de la crise des fusées en 1962, le système soviétique s'intéresse à l'Amérique latine et peut tenter une déstabilisation de ce continent, à la périphérie des Etats-Unis et ainsi développer son expansionnisme. Bien des évêchés latino-américains ont manifesté une immense méfiance face à tous les discours socialistes. Les ambiguïtés de cette opposition sont nombreuses : elles rejoignent trop la politique américaine dans cette partie du monde pour pouvoir être dites non partisans. Les intérêts objectifs du Vatican et des Etats-Unis semblent se conjuguer pour chercher à stabiliser des régimes plutôt conservateurs et menacés.

Ces mouvements d'opposition, dont beaucoup étaient très proches de l'Eglise catholique, ont agité les opinions latino-américaines au point de créer un sentiment d'incertitude, voire de menace quant à la survie des élites et des pouvoirs en place. La doctrine de la « sécurité nationale » a été alors inventée pour justifier, dès 1964 pour le Brésil, l'avènement de régimes militaires et de régimes autoritaires dans une majorité des pays d'Amérique latine. Les mouvements religieux ont été particulièrement surveillés. Des réunions entre les experts militaires nord-américains et latino-américains ont traité de la théologie de la libération. Des prêtres, des religieux ou religieuses ont fait l'objet de persécutions farouches et nombreuses furent les personnes assassinées, depuis le Père Rutilio Grande en 1977, à

Monseigneur Romero en 1980 jusqu'au six jésuites de l'université UCA de San Salvador en 1989. On a pu ainsi constituer un véritable martyrologe. La bataille entre une Eglise ouverte à la justice et au changement et ces pouvoirs autoritaires a été un des chapitres les plus noirs de la vie de l'Eglise : il montrait le sérieux de l'engagement de chrétiens dans cette cause pouvant aller jusqu'au don de soi-même et la détermination de puissances politiques et économiques capables de destructions effroyables pour défendre des intérêts catégoriels et des systèmes politiques.

II / La prise en compte des problèmes par Jean-Paul II : le « prophète armé<sup>5</sup> » .

21 / La fin de l'Ostpolitik selon Paul VI et le soutien direct à la Pologne.

211 / L'engagement de Karol Wojtila pour les droits de l'homme.

Sensibilisé aux droits de l'homme par sa situation de Polonais, Jean-Paul II va abonder dans ce sens, les défendant partout où il se rend, notamment dans le tiers-monde. Les évêchés locaux et les commissions Justice et Paix de tous les diocèses, relaient cette pensée dans de multiples pays. L'Eglise peut maintenant se dire à la pointe du combat pour les droits de l'homme et pour la liberté.

Si Jean-Paul II a été et est toujours décrié pour bon nombre de ses prises de position, son discours sur les droits de l'homme a toujours été favorablement accueilli. Il a même été, en 1994, déclaré « Homme de l'année » par le magazine américain Time Life. Pourtant, il n'est pas certain que cette notion ait la même signification pour le pape et pour la communauté internationale. On n'a jamais parlé autant des « droits de l'homme », mais de quel Homme parlons-nous ?

Pour Jean-Paul II, la notion de « droits de l'homme » est étroitement liée à celle de liberté, « la liberté pour le bien ». Le pape est un passionné de la liberté, non parce qu'il en a été privé pendant quarante ans, mais parce qu'il a vu les ravages que la privation de liberté pouvaient faire sur l'homme. La liberté est constitutive de la nature humaine puisqu'elle est liée à l'usage de l'intelligence et de la conscience.

---

<sup>5</sup> Jean-Bernard RAIMOND, Jean-Paul II, un pape au cœur de l'Histoire

Parlant de « Déclaration des droits de l'homme », le pape préfère plutôt se référer à la « Déclaration universelle des Nations Unies » qu'à la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » de 1789 qui, niant l'existence de Dieu, parle d'un « Etre suprême ». Il fait référence à la déclaration de l'ONU comme à un document de réflexion, une base de départ. « La notion des droits de l'homme, surtout telle qu'elle a été consacrée par la déclaration universelle de 1948 des Nations Unies, est devenue une sorte de bien commun de l'ensemble de l'humanité »<sup>6</sup>. Devant la tribune des Nations unies, un mois et demi après son élection, il n'hésite pas à employer un discours fort en remarquant « [...] une divergence parfois croissante entre les déclarations significatives des Nations Unies et l'augmentation parfois massive des violations des droits de l'homme »<sup>7</sup>.

Car la société part de l'homme et se construit à partir de l'homme. C'est le cœur de la vision vaticane. Le pape, on l'a bien compris, ne veut pas donner sa préférence pour tel ou tel système de société, mais il œuvre pour la construction d'une société qui respecte l'homme. « Le bien commun n'est pas une idéologie ou une théorie, mais c'est un engagement à créer des conditions de développement plénier pour tous ceux qui participent à un système social donné »<sup>8</sup>. Dans ce bien commun entrent, bien évidemment, les droits fondamentaux de l'homme et de la Nation. Pour Jean-Paul II, si la première société naturelle est la famille dans laquelle l'homme se développe et s'ouvre à la vie sociale, la Nation est la seconde société naturelle. Or la société qui s'organise, qui se structure, ne peut se passer de « valeurs éthiques ».

En 1980, Jean-Paul II s'exprime devant l'UNESCO et c'est à cette occasion qu'il développera sa conception de la Nation et la place que l'homme y tient. « De même que la famille est la base de la société, de même la Nation, agrégation de familles, est la base de la communauté internationale ». Et Jean-Paul II le martèle :

---

<sup>6</sup> Discours aux membres de la Cour et de la Commission européenne des droits de l'homme de Strasbourg. 8 octobre 1988

<sup>7</sup> Premier message de Jean-Paul II à l'ONU le 2 décembre 1978

<sup>8</sup> Jean-Paul II, Rome le 10 novembre 1980

« Droits de l'homme et droits de la Nation sont liés ; partout où les droits de l'homme sont violés, les droits de la Nation le sont aussi ».

C'est un lieu commun de dire que c'est justement parce qu'il vient de l'Est et que sa nationalité polonaise lui donne une connaissance et une expérience du communisme qu'il peut agir ainsi. Il n'est pas seulement « fils de la nation polonaise » comme il aime à le rappeler, mais également originaire de Cracovie, une cité qui est européenne et farouchement opposée au communisme. Une semaine seulement après son élection, Jean-Paul II va étonner par son message « N'ayez pas peur ! Ouvrez, ouvrez toute grande vos portes au Christ ! A sa puissance salvatrice, ouvrez les frontières des états, les systèmes économiques et politiques, les immenses domaines de la culture ! »<sup>9</sup>. Le ton est donné : nul n'a mesuré encore les bouleversements qu'engendrera un tel message.

212 / La Pologne : le cheval de Troie du Vatican.

Quand Karol Wojtila devient pape, la situation de la Pologne est apparemment inchangée. Mais en fait, le changement est bien là en puissance : un Polonais, un prêtre qui a tissé des liens étroits – sans déroger à l'univers religieux – avec toute la résistance polonaise, avec le Kor, c'est à dire le club des intellectuels catholiques, avec Tygodnik Powszechny, autrement dit l'arme journalistique de la résistance intellectuelle au régime communiste, avec les syndicats, avec le peuple, ce Polonais que d'aucuns qualifieront de génial, est devenu pape et le rapport de force entre le pouvoir communiste et la Nation polonaise est pour la première fois, sinon renversé, du moins complètement déséquilibré au profit du catholicisme et donc, en Pologne, de la Nation.

Il est égal, sinon supérieur sur le plan de l'expérience, à son adversaire prochain le plus redoutable, le général Wojciech Jaruzelski. Il va jeter progressivement tout le poids de ce qu'il représente dans un pays catholique. Les communistes l'ont compris, Edouard Gierek d'abord, mais surtout les soviétiques et le premier d'entre eux, Brejnev. Dès l'élection de Jean-Paul II, la lutte porte sur la

---

<sup>9</sup> 22 octobre 1978

date du futur voyage du nouveau pape dans sa terre natale. Le souverain pontife souhaite venir en mai 1979, mois qui coïncide avec le 900<sup>ème</sup> anniversaire du martyr de saint Stanislas. Il transige sur quelques semaines. Brejnev finit par donner son accord à Gierak en lui prédisant des conséquences néfastes.

Dès son arrivée à Varsovie le 2 juin, Jean-Paul II parle devant au moins un million de personnes et il rappelle les « droits fondamentaux de la nation », c'est à dire son « droit à l'autodétermination politique pour ses citoyens, le droit à la formation de sa propre culture et de sa propre civilisation ». Le régime communiste fait en sorte que la télévision, pendant le voyage, ne puisse atteindre la Tchécoslovaquie, la Lituanie, l'Allemagne de l'Est qui sont considérés, parmi les pays de l'Est, comme ceux dont le régime est le plus vulnérable. Devant les réactions d'enthousiasme des Polonais, pourtant prévisibles, Gierak est très inquiet. Non seulement il craint la réaction des Soviétiques, mais il redoute que tout ceci n'aboutisse à un soulèvement général. Pendant les neuf jours que dure la visite, au moins dix millions de personnes – près du tiers de la population – viennent voir le Saint Père et l'entendre, tandis que la plupart des autres Polonais suivent son parcours triomphal à la télévision. A la fin du voyage, comme il prend congé de sa bonne ville de Cracovie, hommes et femmes pleurent sans retenue dans les rues. Le contraste entre la faillite politique du régime communiste et l'autorité morale de l'Eglise saute aux yeux de tous. Les craintes de Gierak s'avèrent vaines, car loin de prôner le soulèvement, Jean-Paul II exhorte les Polonais à la patience et à renoncer à l'action violente.

La leçon que donne Jean-Paul II est claire. Si les communistes ont le pouvoir, c'est bien parce que les peuples l'ont permis : il faut qu'ils réagissent. Mais quand on lui demande un geste politique ou lorsqu'on lui parle d'action politique, il répond : « pas maintenant. Je comprends très bien ce que vous souhaitez. Je suis avec vous. Faites-moi confiance » .Il révolutionne la diplomatie papale. Jusqu'à présent, ce que Rome revendiquait dans les pays de l'Est, c'était le droit de construire une église ou de nommer un évêque. Au contraire, ce que Jean-Paul II demande maintenant, c'est pour tous ces peuples la liberté de parole, le droit de s'organiser, ce qui constitue l'aide que tout le monde attend. C'est une véritable confrontation entre une force spirituelle et une puissance matérielle. En outre, Jean-Paul II est invulnérable : un

simple évêque se serait retrouvé en prison. Il lance un défi à un système qui a réduit en esclavage une nation.

Très rapidement, Jean-Paul II crée une sorte de « service secret » pour communiquer, par le biais de l'Eglise, des informations en Pologne. C'est une manière de tourner la censure en faisant passer les discours et les sermons sensibles politiquement qui ne seraient pas publiés, bien que ce soit ceux de Jean-Paul II. Une sorte de « contrebande intellectuelle » est diffusée jusqu'en Union soviétique. A partir de Londres, des Polonais exilés aident les universités volantes en envoyant des informations, ou en aidant les professeurs qui ont perdu leur poste parce qu'ils participent à ces universités volantes. Le principal artisan de cette politique est le cardinal Casaroli, éminence grise de Paul VI pour les relations avec le communisme et grand promoteur de l'Ostpolitik dès les années 1960. Les Soviétiques essayent de réagir en face de l'influence grandissante du pape. Ils envisagent des actions ciblées, d'une part pour intensifier les dissensions internes du Vatican - notamment au sujet de la théologie de la libération - d'autre part pour identifier les canaux par lesquels l'Eglise catholique accroît son influence en Pologne et consolide son travail en Union soviétique.

En juin 1980, lors d'une réunion du parti en Pologne, ils demandent à Edouard Gierek d'être plus dur. Les arrestations de membres du Kor et d'autres organisations se multiplient. Suite à une grève le 1<sup>er</sup> juillet à Gdansk, Lech Walesa est arrêté pendant quarante-huit heures. En audience générale, par conséquent publiquement, le pape apporte un soutien absolu aux travailleurs polonais pour ce qu'il appelle « les grands et très importants problèmes de leur pays ». Grâce aux accords du 31 août, Solidarité devient un syndicat indépendant et démocratique, mais en même temps, accepte d'abandonner ses revendications politiques. Jean-Paul II conclut : « Dieu a gagné ».

Le 5 septembre 1980, Edouard Gierek est remplacé comme premier secrétaire par Stanislas Kania. Cet apparent désaveu est le fait du pouvoir soviétique qui, bien que poussé par Honecker, en Allemagne de l'Est, hésite toutefois à intervenir militairement en Pologne. En revanche, les maîtres du Kremlin sont bien décidés à mettre fin à Solidarité, qui est intolérable à leurs yeux, puisque cheval de Troie du

pluralisme. En février 1981, Wojciech Jaruzelski, devenu Premier ministre, est convoqué à Moscou pour étudier les modalités d'une intervention soviétique. La situation semble bloquée entre le pouvoir polonais et Solidarité, aussi Jean-Paul II conseille-t-il la négociation et la fin des grèves. Il fait venir l'ambassadeur soviétique en Italie et s'entretient deux heures avec lui. A partir du 28 mars 1981, le pape entre en négociations secrètes avec Brejnev qui envisage le recours à la loi martiale. Le 17 avril, un accord est conclu entre Solidarité et le gouvernement : il n'y aura pas de grève et Solidarité paysanne sera légale. Le 13 mai l'attentat contre le pape bouleverse la situation. Dès sa sortie de l'hôpital, en septembre, il déclare qu' « il faut une Pologne libre et indépendante. Elle est nécessaire à la paix mondiale ». Il sent bien en effet qu'à partir de la crise de son pays, peut éclater un nouveau conflit en Europe. Heureusement, les Américains sont préoccupés par l'Afghanistan, le Nicaragua et le Salvador et ne s'intéressent donc que de loin à la Pologne. A l'automne, avec la nomination du général Jaruzelski comme premier secrétaire du parti, en plus de ses fonctions de premier ministre et de ministre de la défense, les tensions reprennent. Le 10 décembre, le Politburo soviétique se réunit et décide qu'il n'y aura pas d'intervention.

Le 13 décembre 1981, c'est le coup d'Etat. Immédiatement, le pape affirme que la résistance doit être menée à travers le dialogue et par la non-violence. Il s'élève contre le défaitisme de monseigneur Glemp, primat de Pologne, en déclarant qu' « il faut rappeler les droits du peuple, les droits de l'homme ». Dans le même temps, il condamne l'embargo décrété par le président Reagan.

Tout au long de l'année 1982, une chape de plomb s'abat sur la Pologne et plus particulièrement sur Solidarité. La misère s'installe et les Polonais ne trouvent de réconfort que dans leurs églises qui restent finalement les seuls endroits de liberté. Des hommes comme le Père Popieluszko fustigent le régime pendant leurs homélies, sachant qu'ils ont le soutien direct du pape.

Mais à l'horizon de cette terrible année 1982, se profile un événement, que les observateurs de l'époque et encore d'aujourd'hui, considèrent comme un tournant de l'histoire du monde de l'après-guerre. Cet événement, il s'agit du deuxième voyage officiel de Jean-Paul II sur sa terre natale, en 1983.

A l'approche du retour en Pologne de Jean-Paul II, les dirigeants communistes deviennent de plus en plus nerveux à Varsovie et à Moscou. Ils savent, par leurs agents de renseignement au Vatican, que si les déclarations préparées pour le pape sont généralement modérées, celui-ci a tendance à s'écarter du texte convenu et à improviser avec un brio qui déclenche l'enthousiasme des foules. Les premières paroles du Saint Père, dès l'aéroport sont pour les Polonais emprisonnés et persécutés par le régime : le ton est donné. A chaque instant des neuf jours suivants, comme pendant le premier voyage quatre ans plus tôt, le gouffre entre son immense autorité morale et le discrédit de l'Etat communiste éclate aux yeux de tous. Même le général Jaruzelski le perçut à leur première rencontre. Bien qu'agnostique, avoua-t-il plus tard, « mes jambes tremblaient et mes genoux s'entrechoquaient,[...] tout cela me touchait émotionnellement. Par delà toute raison » Les autorités qui avaient d'abord interdit à Lech Walesa de s'entretenir avec le pape finissent par céder le dernier jour.

La fin officielle de la loi martiale, un mois après le voyage pontifical, ne parvient pas à restaurer la réputation en lambeaux du régime. Le 5 octobre Lech Walesa reçoit le prix Nobel de la paix, ce qui constitue un nouveau camouflet pour les dirigeants polonais. Bien que moribond, Andropov envoie un message assassin à Jaruzelski : « l'Eglise ranime le culte de Walesa, elle l'inspire et l'encourage dans ses actions. Cela signifie qu'elle est en train de susciter une nouvelle forme d'affrontement avec le parti. Dans cette situation, le plus important est de ne pas faire de concessions. » Son successeur, Constantin Tchernenko, déclare quant à lui, que l'Eglise mène une offensive contre-révolutionnaire en Pologne « en unifiant les ennemis du communisme et les mécontents du système actuel. » Mikhaïl Gorbatchev, qui allait succéder huit mois plus tard à Tchernenko, fait ce commentaire curieusement prophétique : « Il me semble, dit-il, que nous ne comprenons pas encore les intentions véritables de Jaruzelski. Peut-être souhaite-il un système de gouvernement pluraliste en Pologne ? »

## 22 / La politique de « containment » face à la théologie de la libération.

En 1978, lorsque Jean-Paul II est élu, l'Eglise est encore très divisée sur la théologie de la libération. L'Amérique latine est une sorte de « bouillon de culture » politique, économique et social où la philosophie marxiste, même si elle n'est pas

complètement solidifiée, comme elle l'est en Europe centrale, en Pologne, en Union soviétique à la même époque, participe de l'instabilité. Par ailleurs, le Chili, le Brésil, le Paraguay, l'Argentine et bien d'autres pays d'Amérique latine sont dirigés par des militaires et des dictatures. Une sorte de rébellion permanente peut déboucher sur des révolutions populaires, appuyées à la fois par des communistes et des socialistes, au risque de déstabiliser « l'arrière court » des Etats-Unis. Dans ce contexte, une partie de l'Eglise catholique se trouve, de facto, dans l'opposition aux régimes en place.

## 221 / La condamnation de l'engagement politique.

Dès son accession au siège de Pierre, le nouveau pape doit répondre à l'engagement pris par Paul VI d'assister à la conférence épiscopale d'Amérique latine, à Puebla début 1979. Le pape sait qu'il se rend sur un front important de l'Eglise, alors que son souci principal est la Pologne. Ce n'est pas sans signification. Jean-Paul II sera en Amérique latine, et particulièrement au Mexique, avant de se rendre dans son pays natal. Quarante pour cent des catholiques dans le monde vivent, il est vrai dans cette région. Déjà en 1968, sous l'influence d'Helder Camara, la conférence épiscopale de Medellin avait fait le choix de la théologie de la libération et Paul VI avait donné son accord.

A propos de la théologie de la libération qui est soutenue par beaucoup de cardinaux, affirmant que ce n'est pas un mouvement politique, qu'il s'agit de la « naissance d'une nouvelle sorte de civilisation », Jean-Paul II apporte un message qui s'inspire évidemment beaucoup de la situation en Europe orientale. Avant toute déclaration, il se réfère à Medellin, fidèle en cela à Paul VI. Il ajoute toutefois qu'il « ne faut pas ignorer les interprétations incorrectes que l'on a faites parfois de la déclaration de Medellin, déclarations qui demandent un discernement serein, une critique opportune et de claires prises de position ». Sans attendre plus longtemps, il dénonce les déviations qui se développent : « On voit circuler aujourd'hui un peu partout – le phénomène n'est pas nouveau – des relectures de l'Evangile, résultant plus de spéculations théoriques que d'une authentique méditation de la parole de Dieu.[...] Elles créent de la confusion .»

Plaçant les évêques devant leurs responsabilités, il déclare : « Vous non plus, évêques d'aujourd'hui, lorsque de telles confusions se produisent, vous ne pouvez pas vous taire. » et il leur rappelle ce que beaucoup semblent avoir oublié : « La vérité sur l'homme [...] constitue le fondement de la doctrine sociale de l'Eglise. Elle est la base de la vraie libération. »

Après ces mises au point, le pape insiste sur l'unité nécessaire des évêques. Naturellement, il ne peut s'agir simplement d'imposer l'unité au nom de l'autorité papale. Jean-Paul II connaît la situation des sociétés d'Amérique latine et comprend l'origine des erreurs des évêques, en partie liée à leur désir de mener de sérieuses réflexions sur les relations et implications existant entre évangélisation et promotion humaine. Mais il poursuit en rappelant que « Si l'Eglise se rend présente dans la défense ou dans la promotion de la dignité de l'homme, elle le fait dans la ligne de sa mission qui, tout en étant de caractère religieux, et non social ou politique, ne peut pas ne pas considérer l'homme dans l'intégralité de son être. ». Fidèle à son engagement, « L'Eglise veut se maintenir libre vis-à-vis des systèmes opposés, de façon à opter seulement pour l'homme. »

Mais la principale préoccupation du pape provient incontestablement du Nicaragua. Bien que soutenus par certains courants intellectuels, notamment occidentaux, qui voient dans la théologie de la libération un « courant porteur des espoirs démocratiques d'une grande partie des catholiques » et qui considèrent que « Le régime sandiniste a été accueilli avec une méfiance particulière malgré les principes démocratiques qu'il a énoncés et respectés ( les dirigeants sandinistes ont quitté le pouvoir en 1989 quand le scrutin leur a été défavorable)<sup>10</sup> », le pape sent bien que le cœur du problème se situe dans ce pays.

C'est pourquoi, en mars 1983, lors d'un voyage en Amérique centrale pendant neuf jours, il inscrit le Nicaragua dans son programme. Il y rencontre une situation particulièrement difficile : malgré ses demandes antérieures, à savoir que les prêtres n'acceptent pas de position au sein du gouvernement sandiniste, le ministre des affaires étrangères, le ministre de la Culture, celui du Bien-être et celui

---

<sup>10</sup> C. COLONNA – CESARI, *Urbi et Orbi*. Enquête sur la géopolitique vaticane.

de la communication sont des prêtres. Les plus connus sont les frères Ernesto et Fernando Cardenal ainsi que le ministre des Affaires étrangères, le père Escoto. Malgré l'ordre qui avait été donné aux prêtres par le Saint-Siège d'abandonner leurs fonctions officielles, les évêques du Nicaragua et un certain nombre d'évêques d'Amérique centrale s'opposent à Jean-Paul II, en raison disent-ils, de la situation au Nicaragua qui n'est pas la même qu'ailleurs. Certes les sandinistes sont marxistes, mais leur politique, d'un certain point de vue, est plus libérale que celle des autres Etats d'Amérique centrale. Devant le refus des prêtres et des évêques d'obéir, le pape perd patience : il craint que cette participation à la vie politique de clercs ne soit interpréter comme une tentation de retour à un certain intégralisme qui a déjà tant nuit à l'Eglise catholique au XIX<sup>ème</sup> siècle. Il faut dire à la décharge de ceux qui refusent de se soumettre au Saint-Siège, que la politique américaine au Nicaragua est une politique de soutien à l'extrême droite, aux contras. Toutefois, les prêtres qui sont au gouvernement sont devenus sandinistes et se sont ainsi dégagés de leurs obligations envers l'Eglise au profit d'un pouvoir qui est tout sauf démocratique. Pendant son séjour, les provocations se multiplient et lors de la messe en plein air, le pape aperçoit des portraits de Marx, ceux des leaders sandinistes et notamment une banderole qui dit : « Merci à Dieu et à la Révolution .» De nouveau, il renouvelle ses attaques contre les compromis idéologiques et les choix temporels.

#### 222 / L'action du cardinal Ratzinger.

On peut tout de suite l'imaginer, ces prises de position pour le moins radicales de certains membres des églises latino-américaines ne tardent pas à soulever l'indignation des branches conservatrices de l'Église, à commencer par la curie romaine. Les théologiens de la libération sont l'objet de pressions de toutes sortes. Le cardinal Ratzinger, nommé responsable de la congrégation pour la Doctrine de la Foi en 1981, tente d'abord de s'attaquer au raisonnement idéologique de la théologie. Constatant son échec, il change de stratégie et choisit plutôt de frapper un grand coup au niveau de la structure de pouvoir de l'Église latino-américaine. Avec l'accord de Jean-Paul II, tous les évêques progressistes sont remplacés à leur retraite par des collègues plus conservateurs. Le cas le plus éloquent est sans doute celui de Dom Helder Camara, l'archevêque de Recife au Brésil. Il est remplacé par Mgr José

Cardoso, un spécialiste du droit canon, qui ne tarde pas à congédier les agents de pastorale trop impliqués politiquement.

1983 et 1984 sont les années les plus fortes de tension à propos de la théologie de la libération. Les mises en garde du Vatican sont nombreuses, contraignent au silence pendant une année un franciscain brésilien, Leonardo Boff. Pression également sur l'épiscopat du Pérou pour qu'il désavoue en bloc Gustavo Gutiérrez, père de la théologie de la libération. Enfin, surtout, le 3 septembre 1984, la congrégation romaine pour la Doctrine de la foi publie une instruction qui vise la théologie de la libération, les analyses marxistes auxquelles se réfèrent les évêques et les religieux qui la soutiennent. Bien entendu, cette instruction reconnaît la situation sociale extrêmement complexe et la misère qui règne en Amérique latine, les atteintes au droit de l'homme, à la justice, la corruption.

En tant que préfet de la Sacrée congrégation pour la doctrine de la foi, le cardinal Ratzinger est intervenu au moins en quatre circonstances sur la question de la théologie de la libération.

- En mars 1983, il adresse à l'épiscopat péruvien dix observations de la congrégation sur la théologie de Gustavo Gutiérrez.
- En septembre 1983, il donne une conférence sur la théologie de la libération au cours d'une réunion privée au Vatican.
- En mars 1984, il réunit à Bogota les évêques responsables des commissions doctrinales des conférences épiscopales latino-américaines.
- Le 6 août 1984, il signe un document officiel de la Sacrée congrégation pour la doctrine de la foi intitulé « Instruction sur quelques aspects de la théologie de la libération ».

Dans sa conférence de septembre 1983, il présente la théologie de la libération comme un phénomène universel, en particulier par son extension géographique : « La théologie de la libération a, c'est certain, son centre de gravité en Amérique latine ; pourtant ce n'est pas du tout un phénomène exclusivement propre à l'Amérique latine. Elle ne s'explique pas sans l'influence déterminante de théologiens de l'Europe et aussi de l'Amérique du Nord. Mais elle existe aussi en

Inde, dans le Sri Lanka, aux Philippines, à Formose et en Afrique....L'union des théologiens du tiers monde est fortement caractérisée par l'attention qu'on prête aux problèmes de la théologie de la libération. »

Il dénonce l'interprétation de l'Évangile, faite par les théologiens de la libération, notamment celle de Gustavo Gutiérrez qui parle « d'une idéologie chrétienne révolutionnaire ». Pour le préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, « des emprunts non critiqués à l'idéologie marxiste et le recours aux thèses d'une herméneutique biblique marquée par le rationalisme sont à la racine de la nouvelle interprétation, qui vient corrompre ce qu'avait d'authentique le généreux engagement initial en faveur des pauvres ».

En réaction à cette attitude du préfet de la congrégation pour la doctrine et la foi, des théologiens de la libération comme les frères Boff estiment que « le cardinal Ratzinger considère pratiquement Marx et Bultmann comme étant, en quelque sorte, les pères ou les parrains de la théologie de libération ».

Pour tempérer quelque peu ses propos, le cardinal Ratzinger, tout en dénonçant « les graves déviations dont sont porteuses certaines théologies de la libération », affirme dans son instruction de 1984, que cette mise en garde « ne doit nullement être interprétée comme une approbation, même indirecte, qui seraient donnée à ceux qui contribuent au maintien de la misère des peuples, à ceux qui en profitent, à ceux qui en prennent leur parti ou à ceux que cette misère laisse indifférents ».

Le « ver » est donc dans le fruit et partout l'Église catholique, dans son empressement à modifier son image vis à vis des pauvres est en proie à la tentation de se jeter dans les bras de l'idéologie marxiste. Mais pour le cardinal Ratzinger, pour étouffer la rébellion dans l'œuf, il faut attaquer le problème à la racine, c'est à dire en Amérique latine.

Au-delà de ces considérations, le pape quant à lui, pressent surtout que l'Union soviétique est en train de changer et par conséquent que le communisme va changer, notamment d'objectifs. Dans sa grande clairvoyance géopolitique, il sait

déjà que la théologie de la libération, coupée de ses racines les plus extrémistes, vit désormais ses dernières heures.

III / Les victoires de Jean-Paul II : le dragon – communiste - terrassé.

31 / L'effondrement du système marxiste soviétique.

« Nous pouvons affirmer aujourd'hui que tout ce qui s'est passé en Europe de l'Est au cours de ces dernières années n'aurait pas été possible sans la présence de ce pape, sans le rôle éminent - y compris sur le plan politique - qu'il a joué sur la scène mondiale<sup>11</sup> ». Cinquante ans plus tôt, Staline aurait-il pu imaginer un de ses successeurs à la tête de l'URSS, en l'occurrence Mikhaïl Gorbatchev, s'exprimer ainsi ? Beaucoup d'articles et de documents ont été écrits pour commenter ce qu'un homme politique français a qualifié un jour, « d'événement le plus important depuis la seconde guerre mondiale » : le rôle joué par le pape Jean-Paul II dans la chute du communisme. Aspects économiques, politiques, sociologiques, religieux, tous ont été envisagés pour savoir quelle part de responsabilité il fallait reconnaître au Saint-Siège.

311 / La capitulation de la Pologne.

C'est en Pologne que s'engage la fin de la partie. Au début de 1989, les difficultés économiques et le retour de l'agitation sociale contraignent le bureau politique polonais à étudier de nouvelles mesures d'austérité, au risque de déclencher une nouvelle explosion de mécontentement, comme en 1980. Convaincu que la résistance serait plus sanglante qu'en 1981, Jaruzelski refuse d'envisager le rétablissement de la loi martiale. Deux mois de négociations aboutissent à la légalisation de Solidarité et à des élections générales en juin. Malgré un mode de scrutin qui favorise les communistes, Solidarité remporte une écrasante victoire. Jerzy Durban, porte-parole du gouvernement déclare alors : « Ce n'est pas seulement une élection perdue, c'est la fin d'une époque. »

---

<sup>11</sup> Interview de M. Gorbatchev, à la Stampa le 2 mars 1992

Mais personne n'imaginait que la fin surviendrait si rapidement. Six semaines après la célébration du quarantième anniversaire de la République démocratique allemande, Honecker quitte le pouvoir. Lorsque les Allemands de l'est en délire déferlèrent à travers le mur de Berlin, le 9 novembre, il ne fallut pas plus de quelques semaines avant que les derniers régimes communistes ne s'effondrent comme autant de châteaux de cartes.

Ce vent de liberté qui va partir de Pologne va souffler sur les autres pays de l'Est. Mais il est étonnant de constater que le communisme n'a été totalement renversé que dans les pays de culture catholique : Pologne, Hongrie, Slovaquie, Croatie. En effet l'idéologie a gardé un certain impact dans les pays plus marqués par le protestantisme et perdure officiellement dans les pays orthodoxes sous le nom de « socialisme ».

Dès 1990, dans ses voyages et ses rencontres, le pape exploite immédiatement les événements qui se sont produits en 1989, c'est à dire la libération totale de l'Europe centrale et orientale du joug communiste et la réunification de l'Allemagne. Sa « proie » est ferrée et il entend bien ne pas relâcher sa vigilance, tout en ménageant ce géant qui vacille sur ses bases.

### 312 / Le rôle décisif de Mikhaïl Gorbatchev.

C'est en 1985 qu'arrive au pouvoir à Moscou, Mikhaïl Gorbatchev qui, en quelques années, est conduit à mettre fin au système marxiste-léniniste et à l'Empire soviétique. Dès 1980, le Politburo avait dû se résigner à admettre que seule la crainte d'une intervention militaire soviétique permettrait de prévenir une contre-révolution en Pologne. Mais cette dissuasion – fondée sur les souvenirs de Budapest en 1956, de Prague en 1968 et de Kaboul en 1979 – était des plus fragiles. A partir du moment où le Kremlin rejetait secrètement l'idée d'envahir la Pologne, sa politique reposait sur un bluff qui ne pouvait être indéfiniment prolongé. L'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en 1985, allait hâter le moment où cette illusion se dissiperait. Dès ses premières rencontres avec certains de ses homologues d'Europe orientale, le nouveau secrétaire général fit savoir qu'ils ne pouvaient plus compter que l'Armée rouge viendrait à leur secours s'ils entraient en conflit avec leurs citoyens. Il espérait que,

lorsque les partisans d'une ligne dure ne pourraient tenir, leur succéderait une nouvelle génération de petits Gorbatchev résolus à imiter les réformes entreprises en URSS. Il est en effet bien conscient que la prochaine crise dans le bloc soviétique sans que l'Armée rouge sortît de ses casernes sonnerait le glas de la « communauté socialiste ».

La rencontre de Mikhaïl Gorbatchev et Jean-Paul II le 1<sup>er</sup> décembre 1989 à Rome, demeurera le symbole de la révolution en marche. « Tout homme qui a une grande carrière la doit forcément, à un moment ou un autre, à la rencontre de deux intelligences. Jean-Paul II, dans sa carrière de pape, a également assez vite une chance inouïe, qui, en quelque sorte, couronnera la mission qu'il s'est donnée à lui-même de rendre la liberté à l'Europe. Cette rencontre, c'est une rencontre avec une autre intelligence, avec Mikhaïl Gorbatchev. »<sup>12</sup>

Mikhaël Gorbatchev n'a pas tort quand il dit que le rôle du pape a été aussi politique, en ce sens où il a incité les Polonais à retrouver le sens des valeurs qui ont fondé la « nation polonaise ». En soutenant Solidarnosc, au travers des institutions de l'Eglise et de ses « pasteurs » qu'il aura pu placer à des postes clés, il joue un rôle politique, mais ce rôle est indirect. C'est le peuple, par l'intermédiaire de Solidarnosc, qui s'est libéré parce que le pape lui avait redonné la confiance.

Il est fort probable que le pape, qui savait et qui avait dit que le communisme était condamné, craignait les conséquences de sa chute. C'est la raison pour laquelle, après la chute du communisme, face aux velléités d'indépendance d'anciens pays de l'Est, il sera souvent prudent pour éviter de déstabiliser Mikhaïl Gorbatchev, à qui il rend par ailleurs un vibrant hommage. « De lui j'ai apprécié en particulier la volonté sincère qui le guidait et la haute inspiration qui l'animait pour la promotion des droits de l'homme et de sa dignité, et aussi son engagement pour le bien de son pays et de la communauté internationale<sup>13</sup> ». Jean-Paul II souhaitait surtout que les responsables politiques sachent anticiper sur les évènements « Que notre Europe

---

<sup>12</sup> Jean Bernard Raimond, Jean-Paul II, un pape au cœur de l'histoire

<sup>13</sup> Jean-Paul II, à Budapest, le 20 août 1991

sache répondre avec vigueur et générosité à l'appel de ce moment unique et providentiel<sup>14</sup> ».

32 / L'implosion de la théologie de la libération ( 1985 – 1990 ).

321 / La politique de la main tendue de Jean-Paul II.

La ligne « dure » du cardinal Ratzinger semble parfois diverger avec la pensée et les conceptions de Jean-Paul II qui n'hésite pas à emprunter au marxisme la partie critique du capitalisme, qu'il dissocie d'une idéologie que, par ailleurs, il condamne. Il y a donc un désaccord implicite entre l'instruction de la congrégation pour la Doctrine de la foi et la pensée du pape sur la théologie de la libération. Cette divergence va s'aggraver en 1985-1986 et peu à peu, « appuyé » par le secrétaire d'Etat Agostino Casaroli, Jean-Paul II se rapproche du cardinal Etchegaray, plus proche de sa réflexion, en étant aussi sévère envers le capitalisme et le libéralisme que pour le marxisme. Lors de la visite ad limina à Rome des évêques du Pérou, il est toujours question du marxisme, mais la position de Jean-Paul II n'est plus la même qu'en 1979. Il ne condamne plus la théologie de la libération aussi nettement. En 1984 -1985, au cours de son nouveau voyage en Amérique latine, le pape s'en prend à la théologie de la libération mais non aux prêtres. Le Pérou subit alors le terrorisme sanglant du sentier lumineux. Lorsque au mois de mars 1986, les chefs de l'épiscopat brésilien sont reçus au Vatican Jean-paul II écoute les avis de tous, souvent divergents. Quelques semaines plus tard, le pape envoie en avril une note au Brésil qui est un véritable coup de théâtre, tant sa tonalité est nouvelle : « La théologie de la libération est non seulement opportune, mais nécessaire ». Il confie à l'église du Brésil la mission de développer une réflexion théologique propre à inspirer une pratique efficace en faveur de la justice sociale et de l'égalité. On est désormais passé de la confrontation directe avec la théologie de la libération à une approche plus consensuelle. Le pape continue de condamner les déviations mais il ne condamne plus la théologie de la libération en elle-même. Ce retournement de situation peut s'expliquer par le fait qu'au cours de ses nombreux voyages en Amérique latine, en face des victimes comme monseigneur Romero, Jean-Paul II a

---

<sup>14</sup> Message de Noël 1989

compris qu'il y a un vrai problème dans cette région. Certes, la théologie de la libération est source de tension au sein de l'Eglise, mais par delà ses dérives marxiste, elle a le mérite de faire évoluer la situation sociale, et donc économique, des plus démunis.

Par ailleurs, le pape a compris qu'il n'est pas exactement en face d'une véritable opposition communiste-marxiste, mais que s'est développée en marge du marxisme, avec parfois le risque d'une obédience absolue, une idéologie d'influence castriste, grâce à laquelle les partis socialistes débordent sur leur gauche les partis communistes. Jean-Paul II sait que l'Union soviétique est en train de changer complètement, et en 1986, pour lui comme pour le cardinal Casaroli, la politique de Mikhaïl Gorbatchev est très claire. Dès 1988, Agostino Casaroli déclare à Monseigneur Tauran à propos de Mikhaïl Gorbatchev : « Gorbatchev ne parle pas comme les autres. Il n'est pas pareil. Il est tout à fait différent. Ce n'est pas le énième secrétaire général du parti communiste de l'union soviétique. » Jusqu'à Gorbatchev, l'Eglise catholique craignait – à juste titre, avec Brejnev, Andropov ou Tchernenko – l'expansion du communisme. Brejnev apparaîtrait, dans l'histoire de l'Union soviétique, comme celui qui a fait progresser le communisme dans le monde entier, en Afrique, en Amérique latine, en Asie, et l'affaire du Nicaragua est au cœur de cette expansion. C'est une affaire difficile : les sandinistes ne sont pas dans le système communiste, ils ressemblent à Fidel Castro en 1959. Or cette situation, sous l'impulsion de Gorbatchev, se détend complètement et le pape en prend acte. Il a tout compris, d'où son « divorce » relatif par rapport au texte du cardinal Ratzinger de 1984 et les modifications de 1986.

La situation de la théologie de la libération a donc été compliquée par des débats au sein même de l'Eglise, certains évêchés la refusant, Rome la discutant. Ces désaccords, parsemés de condamnations romaines, se sont atténués après la publication du document du Cardinal Ratzinger d'avril 1986 intitulé « liberté chrétienne et libération » dans lequel il reconnaît les apports évangéliques de cette théologie. Parallèlement, la nomination d'évêques sinon hostiles, du moins réservés, vis à vis de ce courant de pensée montre la volonté de Rome de circonscrire le phénomène et d'en canaliser les effets.

La scène politico-religieuse latino-américaine change après 1989, avec le déclin du marxisme et des idéologies politiques. Chacun cherche des références pour appuyer son action. La théologie de la libération se trouve dans une période de doute : les socialismes doctrinaires sont inacceptables, le libéralisme est refusé. Où trouver des éléments suffisamment dynamisants pour relayer dans la politique d'aujourd'hui les exigences de l'Évangile ? La théologie de la libération tend à se faire moins politique : elle se situe moins dans une problématique de prise de pouvoir que d'orientation des chrétiens vers une pratique sociale plus engagée au service des plus démunis.

En fait, depuis les années 1984 à 1986, il n'y a pas une théologie de la libération, mais des théologies de la libération. Il y a celles considérées comme valables par le Vatican, où les prêtres restent obéissants et n'interviennent pas vraiment dans la politique. Et puis il y a celles qui comportent des égarements. Jean-Paul II se réfère à sa récente encyclique, *Sollicitudo rei socialis*, qui renvoie dos à dos le marxisme d'un côté, le libéralisme et le capitalisme de l'autre. Elle lui a été inspirée pour partie par les réflexions qui lui sont venues pendant ses voyages en Amérique latine. Dès 1988, il a la certitude que le problème de la théologie de la libération dépend de l'évolution de la situation politique en Union soviétique, en Europe centrale et orientale. Après avoir redouté une expansion marxiste en Amérique latine, Jean-Paul II est rassuré. Il voit partout, que ce soit en Afrique ou ailleurs, que Mikhaïl Gorbatchev a abandonné la voie de la déstabilisation. Il y aura bien des survivances, mais le pape devine qu'une évolution se produira bientôt chez les sandinistes du Nicaragua. Enfin, quittant l'église de Bolivie le 14 mai 1988, il enterre la querelle en déclarant : « J'ai rencontré une église vivante, dans laquelle les évêques et les prêtres, les religieux et les religieuses, les catéchistes et les mouvements apostoliques se sont engagés généreusement dans la tâche de l'évangélisation, partageant les espoirs et les préoccupations du peuple et collaborant à la promotion de la justice et de la coexistence nationale, dans la paix et le progrès. »

En juin 1990, en visite au Mexique, le pape insiste sur ce qu'il appelle la doctrine sociale de l'Eglise, sur l'éthique, la morale mais ne parle pas de la théologie de la libération. Lors d'une rencontre avec les intellectuels du pays, il déclare : « Les transformations qui ont eu lieu et sont encore en cours dans ce qui était appelé le bloc des pays de l'Est représentent, comme vous le savez, un changement au sein de la communauté internationale qui se répercutera inévitablement sur les autres peuples. » Il sent bien que les bouleversements survenus derrière le rideau de fer vont avoir des conséquences directes sur une théologie de la libération déjà essoufflée par une lutte serrée avec Rome. Une de ces conséquences les plus évidentes, c'est « l'échec interne du système fondé sur le matérialisme marxiste. Les défenseurs de ce système et ceux qui y avaient fondé leurs espoirs en sont désormais convaincus ». Pour Jean-Paul II, les tenants de la théologie de la libération ne peuvent que se plier devant le caractère irréversible du phénomène.

Mais ce n'est qu'en 1996 et 1997 que, finalement, sans ambiguïté aucune, le pape annonce la fin de la théologie de la libération. Lors de l'audience générale du 14 février, de retour d'un voyage au Guatemala, au Nicaragua et au Salvador, il rappelle que son premier voyage dans ces pays en 1979 avait « revêtu une profonde signification sociale » et qu'« au Guatemala, au Nicaragua et au Salvador, on attendait une rencontre nouvelle, plus authentique et plus libre avec le pape, après celle de 1983, tant marquée, surtout au Nicaragua, par un climat de forte tension idéologique. ». « La visite actuelle s'est déroulée de façon très différente, pleine de liberté de contact et de grande cordialité. Un tel changement de climat s'est accompli dans une large mesure sur la toile de fond des événements de 1989. L'Amérique centrale a cessé d'être un « polygone » d'influence et de conflit entre les deux superpuissances et vit son histoire avec une plus grande autonomie »

Avec une grande liberté d'expression qui le caractérise tant, il déclare d'une manière catégorique : « La théologie de la libération est morte avec le marxisme. » C'est ainsi que finit l'épisode, de près de quarante ans, de la théologie de la libération en Amérique latine.

## Conclusion

« N'ayez pas peur ! Ouvrez, ouvrez toute grande vos portes au Christ ! A sa puissance salvatrice, ouvrez les frontières des états, les systèmes économiques et politiques, les immenses domaines de la culture !<sup>15</sup> ». Aujourd'hui, cette phrase, devenue célèbre, du tout nouveau pape Jean-Paul II étonne encore par son audace et son engagement. Il ne cessera de répéter ce message lors du voyage apostolique qu'il effectuera en Pologne en 1979. Devant des milliers de polonais ébahis, le pape va affirmer, sans aucune censure, que nul n'a le droit de les priver de liberté. Si ses prédécesseurs s'étaient battus pour la liberté religieuse, lui va plus loin en se battant pour la liberté tout court. Ces messages vont être autant de catalyseurs. Jean-Paul II connaît tellement bien ce régime marxiste contre lequel il a tant milité, qu'il peut jouer de toutes ses contradictions. Il confiera à André Frossard que le problème de Mikhaël Gorbatchev est qu'il souhaite « changer de système, sans changer le système<sup>16</sup> ». Or le communisme tombera de lui-même à cause de sa « faiblesse immanente ». Sa faiblesse, pour Jean-Paul II, vient du fait que ce système a exploité l'homme de toutes les manières possibles et imaginables sans toutefois parvenir à mettre en œuvre une véritable réforme sociale. Mais le vrai coupable : « [...]c'est l'homme : ce sont les hommes avec leurs idéologies et leurs systèmes philosophiques. En dernière analyse, le vrai coupable c'est le refus de Dieu, la volonté d'élimination systématique de tout ce qui est chrétien.[..]. Ce combat contre Dieu domine, dans une large mesure depuis trois siècles, la pensée et la vie de l'Occident. Le collectivisme n'est qu'une version aggravée de ce programme d'éradication du christianisme<sup>17</sup> ».

Dans cette perspective, la chute du mur de Berlin est arrivée comme un événement capital, attendu sinon préparé. Cependant, les causes de la fin des régimes de l'Est sont essentiellement dues aux changements survenus dans l'Union soviétique de Gorbatchev. L'action du Vatican ne peut pas être tenue pour un facteur important de la chute du mur, mais elle est une des multiples sources de ces évolutions où la dimension symbolique n'est pas la moindre. C'est à ce niveau que

---

<sup>15</sup> 22 octobre 1978

<sup>16</sup> A.Frossard, Portrait de Jean-Paul II

<sup>17</sup> Jean-Paul II, Entrez dans l'espérance, Plon Mame p205

l'action de ce pape venu de l'Est a favorisé l'avènement de la liberté. En recevant Lech Walesa ou en allant en Pologne à diverses reprises, Jean-Paul II a très concrètement signifié la position de l'Eglise contre tous les régimes communistes de l'est de l'Europe.

Certes, Jean-Paul II a dit que « Dieu avait vaincu à l'Est », mais il n'a jamais laissé penser qu'il revenait à l'Eglise de prendre en main les « affaires de la cité ». Au contraire, il préfère voir l'Eglise et les églises des pays de l'Est continuer à jouer un rôle dans la mise en place dans la recherche de la démocratie. Car, pour le pape, les plus grands dangers de cet après communisme sont : les méfaits du matérialisme occidental sur les peuples de l'Est et le réveil des nationalismes.

En 1990 à la CSCE, le pape donnera encore de nombreuses pistes de réflexion : la méfiance à l'égard de l'usage que nous faisons de la liberté. La chute du communisme ne doit pas se traduire par une victoire du « libéralisme sauvage » qui ne respecte pas l'homme. Le modèle de l'Ouest est aussi critiqué que l'a été celui de l'Est : « A l'Ouest la personne a été sacrifiée au bien être, à l'Est elle a été sacrifiée à la structure<sup>18</sup> ».

« L'idolâtrie de la classe sociale et le prestige ambigu et équivoque de l'idéologie marxiste vont-ils céder la place au culte du succès économique individuel et de la liberté sans normes ni limites ? Ne risque-t-on pas de remplacer un asservissement par un autre ?<sup>19</sup> ». C'est la troisième voie que suggère Jean-Paul II et qu'il évoque dans Centesimus annus : la justice émanant du socialisme et la liberté exprimée par le capitalisme.

Jean-Paul II, dans la gestion des crises internes et externes à l'Eglise, « apparaît donc comme un chef d'Etat lucide, avec des vues à long terme. C'est pourquoi, il semble possible de regrouper à la fois l'affaire polonaise et celle de la théologie de la libération comme une seule et même affaire »<sup>20</sup>. Tel un grand stratège, il a lancé pendant plus de dix ans une offensive générale contre le

---

<sup>18</sup> Discours au conseil des conférences épiscopales. 11 octobre 1985

<sup>19</sup> Conseil pontifical pour la justice et la paix. 1992

<sup>20</sup> Jean Bernard Raimond, Jean-Paul II, un pape au cœur de l'histoire

communisme en Europe centrale et orientale, tout en menant sur un deuxième front, celui de l'Amérique latine, une manœuvre défensive non pas contre la théologie de la libération, mais contre son instrumentalisation par les communistes. Alternant fermeté et dialogue, il réussit à préserver l'Eglise catholique des tentations idéologiques et de l'engagement politique. Ce bras de fer et cette course contre la montre engagés entre le communisme et l'Eglise catholique illustrent jusqu'au niveau le plus immatériel la terrible réalité de la Guerre Froide qui a opposé pendant plus de cinquante ans le monde dit libre et la plus formidable structure d'oppression imaginée par l'homme.

## Table des matières

	Page
Introduction	3
Partie I :	
La situation géopolitique de l'Église catholique à l'élection de Jean-Paul II	5
11 : Le Vatican au cœur de la guerre froide	5
111 : L'Ostpolitik de Jean XXIII et de Paul VI	6
112 : Le bouleversement de l'élection de Jean-Paul II	8
12 : L'apogée de la théologie de la libération en Amérique latine	11
121 : Les origines de la théologie de la libération	11
122 : Les répercussions géopolitiques pour le continent américain	13
Partie II :	
La prise en compte des problèmes par Jean-Paul II, le « prophète armé »	14
21 : La fin de l'Ostpolitik selon Paul VI et le soutien direct à la Pologne	14
211 : L'engagement de Karol Wojtyła pour les droits de l'homme	14
212 : La Pologne, cheval de Troie du Vatican	16
22 : La politique de « containment » face à la théologie de la libération	20
221 : La condamnation de l'engagement politique	21
222 : L'action du cardinal Ratzinger	23
Partie III :	
Les victoires de Jean-Paul II : le dragon – communiste- terrassé	26
31 : L'effondrement du système marxiste soviétique	26
311 : La capitulation de la Pologne	26
312 : Le rôle décisif de Mikhaïl Gorbatchev	28
32 : L'implosion de la théologie de la libération	29
321 : La politique de la main tendue de Jean-Paul II	29
322 : Une théologie orpheline : la fin des illusions	31
Conclusion	33

## Bibliographie

Jean-Yves CALVEZ et Henri TINCQ, L'Eglise pour la démocratie, BAYARD Editions / Centurion, 1992.

Pierre de CHARENTENAY, Quand le ciel trouble la terre, Editions BREPOLS, 1997.

Constance COLONNA – CESARI, Urbi et Orbi. Enquête sur la géopolitique vaticane, Editions de la Découverte, 1992.

Christine de MONTCLOS / Marcel MERLE, L'Eglise catholique et les relations internationales, Editions du Centurion, 1988.

Jean-Bernard RAIMOND, Jean-Paul II, un pape au cœur de l'histoire, Le cherche midi éditeur 1999.

George WEIGEL, Jean-Paul II, témoin de l'espérance, LATTES, 1999